

Antimondialisation : la méfiance de Lionel Jospin

DEUX CENT MILLE personnes dans les rues de Gênes pour protester, à l'occasion du G 8, contre la mondialisation libérale ; un militant italien tué de deux balles dans la tête par un carabinier : deux événements, l'un historique, l'autre dramatique, ont fait franchir au mouvement antimondialisation, en cette fin juillet 2001, une nouvelle étape dans sa jeune existence. On a vu et entendu la « consternation » de Jacques Chirac, vendredi, sitôt après la mort du jeune Carlo Giuliani. Il aura fallu attendre lundi pour entendre la voix du premier ministre et celle du Parti socialiste, resté tout entier muet durant le week-end, réclamer un « dialogue » entre l'Etat et les « organisations non gouvernementales », et demander, selon les drôles de mots de M. Jospin, que l'on réponde à la « violence » de manière « maîtrisée, techniquement et humainement ». Un premier ministre pour qui, cependant, « la France se réjouit de l'émergence planétaire d'un mouvement citoyen » ayant pour objet de faire « mieux partager les bénéfices potentiels de la mondialisation ».

Lionel Jospin n'était pas à Gênes. Depuis le sommet de Tokyo, en 1986, puisqu'un seul siège est prévu par pays, c'est le président de la

République qui représente la France aux G 8 en temps de cohabitation. Après les incidents dramatiques du sommet européen de Göteborg, Matignon se réjouissait d'ailleurs que seul le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, se rende dans la capitale de la Ligurie. Et a argué de cette absence formelle pour justifier le long silence du chef du gouvernement, dont Jacques Chirac a su profiter habilement. Ce silence, pourtant, n'est pas seulement le fruit des circonstances. Le 15 juin déjà, à Göteborg, une caméra de télévision et un micro cachés avaient surpris un aparté du président de la République française et du premier ministre suédois, Göran Persson : « C'est très dangereux ! Vous auriez pu tuer quelqu'un ! », s'offusquait en anglais M. Chirac.

« Cent vingt mille ou cent cinquante mille personnes ne se dérangent pas s'il n'y a pas quelque chose qui leur a mobilisé le cœur et l'esprit, a ensuite pu dire Jacques Chirac en arrivant à Gênes, juste avant la mort du jeune Italien. On peut le comprendre et, dans tous les cas, on doit le prendre en compte. »

Ariane Chemin

Lire la suite page 15

Antimondialisation : la méfiance de Lionel Jospin

Suite de la première page

On connaît la méfiance – pour ne pas dire plus – du premier ministre pour les mouvements qui échappent aux schémas partisans traditionnels. A commencer par les distances déjà prises avec mai 68. Lionel Jospin – comme l'Organisation communiste internationaliste (OCI), à laquelle il appartenait – avait alors regardé passer les « événements » de sa fenêtre du ministère des affaires étrangères.

Délibéré de ses liens militants et devenu premier ministre, il traite avec la même suspicion le mouvement des sans-papiers et des chômeurs, dont il cherche d'abord les « manipulateurs ». Dans son esprit, le mouvement antimondialisation offre pas davantage de « débouché politique ». Il porte aussi en soi ses paradoxes : en s'attaquant précisément aux organes de contrôle ou de régulation (l'OMC, le FMI), ou encore en construisant sa dynamique sur les symboles mêmes de cette mondialisation, comme Internet et les médias.

Prisonnier de sa culture de gouvernement, le PS ne s'intéresse guère à cette nouvelle militance qu'il peine à comprendre. Il le théorise d'ailleurs légitimement : le PS reste un parti « attrape-tout », répète François Hollande en reprenant la formule appliquée jadis par

le politologue Jean Charlot au parti gaulliste. Rien ne sert de courir après les écologistes ou les antimondialisation. Mieux vaut, le moment venu, digérer quelques thèmes porteurs ou émergents. A quoi bon se défendre ou s'indigner après Gênes puisque militants et députés socialistes grossissent eux-mêmes les rangs d'Attac, fer de lance et creuset, en France, des antimondialisation ?

Alors que le siège du PS regorge d'interminables spécialistes du Parti communiste et de l'extrême gauche trotskiste, il ne compte aucun bon connaisseur de ces mouvances au fonctionnement libertaire. Aux critiques des antimondialisation et à l'abondante littérature militante qui s'offre aux comptoirs des librairies en poche et à 10 francs, mais aussi aux travaux universitaires, les socialistes opposent finalement peu de choses. Si ce n'est, comme à Matignon, l'épouvantail Tony Blair, terriblement « mondial-enthousiaste », explique-t-on en se pinçant le nez, quand les socialistes français, eux, cherchent à « orienter les forces qui sont à l'œuvre dans la globalisation de l'économie ».

« VRAI MAI 68 MONDIAL »

Avant Gênes, le gouvernement avait déjà donné le signe de son embarras : en janvier, deux ministres avaient accepté l'invitation du Forum économique mondial de Davos, tandis que deux autres s'étaient rendus au premier « forum social mondial » de Porto Alegre.

Après les élections municipales, en mars, M. Jospin avait décidé d'envoyer quelques signes à une gauche critique, que, dans l'urne, le

« bilan » du premier ministre avait laissé de marbre. Il avait symboliquement choisi Sao Paulo, au Brésil, pour défendre, le 6 avril, une « mondialisation à visage humain », tout en expliquant que « les associations et les organisations non gouvernementales n'ont pas une légitimité ni une capacité d'agir du même ordre que celle que confère la souveraineté, surtout lorsqu'elle procède du suffrage universel ». Un discours passé largement inaperçu, au grand dam de son auteur.

Le PS s'est secoué à son tour. « Il se passe quelque chose d'important », a opiné Martine Aubry en recevant en juin Christophe Aguiton, l'une des figures du mouvement français des antimondialisation, rue de Solferino. Le directeur du cabinet de M. Jospin était lui-même sorti de sa réserve en recevant, juste avant François Hollande, le président d'Attac, Bernard Cassen : le secrétaire général du Monde diplomatique, resté très discret à Gênes, est d'une génération et d'une culture politique qui le rapprochent davantage que les autres de M. Jospin. « On a cru que le gouvernement voulait se poser des questions sur l'antimondialisation : tout cela était un leurre », jugeait pourtant sévèrement, le 21 juillet, Annick Coupé (SUD), porte-parole de l'Union syndicale G 10 - Solidaire, devant l'ambassade d'Italie, où seuls des élus parisiens communistes et Verts étaient venus protester autour des autonomes, des libertaires et de la LCR.

Pour éviter de rester trop silencieux, et laisser Jacques Chirac, seul, « comprendre » les manifestants de Gênes, M. Jospin n'a pas seulement demandé, lundi à Buca-

rest, de revoir l'organisation des G 8 : « Je ne crois pas trop au directoire de quelques pays », a-t-il lancé, en opposant ces derniers aux « grandes instances internationales qui possèdent de la légitimité », comme celles qui dépendent des Nations unies. S'il y a eu un mort à Gênes, c'est donc, d'abord, pour le premier ministre, celui du G 8. Une manière habile d'éviter de juger globalement, une nouvelle fois, le combat des antimondialisation. Dans l'esprit de M. Jospin, cette bataille demeure en effet d'abord l'ultime combat de partis communistes moribonds, ou de partis nostalgiques des mouvements des années 1970. Le reste ne serait que vandalisme immature et infrapolitique. Une analyse qui n'a pas échappé à l'ancien leader étudiant Bernard Kouchner. Ce dernier, lui, veut « écouter et entendre » les manifestants, comme « a très bien dit » Jacques Chirac. En pronostiquant « un vrai Mai 68 mondial » et en déplorant « une fracture entre les générations », le ministre de soixante et un ans a voulu, lui, comprendre ceux qui sont jeunes et révoltés à leur tour.

Ariane Chemin